



Europe : le vrai bilan de Macron

Europe sociale, climat, droits humains..



Environnement

derrière les discours, des renoncements climatiques et des alliances climaticides



Les promesses :

« J'ai demandé au gouvernement de prendre les dispositions nécessaires pour que l'utilisation du glyphosate soit interdite en France dès que des alternatives auront été trouvées, et au plus tard dans 3 ans. » Emmanuel Macron, 27 novembre 2017

Les actes :

Emmanuel Macron a enterré sa promesse d'une sortie du glyphosate d'ici trois ans en 2017. La France a accompagné le choix de la commission de prolonger l'utilisation du glyphosate pour 10 ans.

Ce que les socialistes proposent :

La sortie rapide du glyphosate est une nécessité. Nous proposerons un plan d'accompagnement pour les agriculteurs.

✓ Date claire de fin du glyphosate

✓ Plan d'aide pour les agriculteurs



Les promesses :

"On ne peut plus avoir un agenda commercial contraire à notre agenda climatique. Notre agenda commercial visera désormais zéro carbone et le zéro déforestation" Emmanuel Macron, 2019

Les actes :

Emmanuel Macron a soutenu en 2019 l'accord de libre-échange entre le Canada et l'Union Européenne. Résultat : plus d'émissions de gaz à effet de serre et de déforestation. L'environnement est également le maillon faible de l'accord avec la Nouvelle-Zélande approuvé en novembre 2023 avec l'appui de la France. Enfin, le Président a été un artisan de l'accord UE-Vietnam entré en vigueur en 2020 au mépris des droits humains et du climat.

Ce que les socialistes proposent :

Nous voulons que les accords de commerce comportent des conditionnalités strictes en matière environnementale, de respect des droits sociaux et humains, et de protection des services publics. La délégation socialiste au Parlement européen s'est opposée à l'ensemble des accords de libre-échange qui ne respectaient pas ces conditions.

✓ Conditions strictes de respect de l'environnement et des droits humains

✓ Garanties pour préserver l'activité des agriculteurs



Europe sociale

derrière les déclarations d'amour, un président qui assume de bloquer des avancées majeures et préfère des droits sociaux européens au rabais



Les promesses :

« Je souhaite que cette présidence française puisse, avec vous, poursuivre ce travail [...] pour créer de nouveaux droits pour les travailleurs des plateformes numériques »
Emmanuel Macron, 19 janvier 2022

Les actes :

Alors que la directive portée par les socialistes européens sur ces travailleurs est toujours en cours de discussion, la France d'Emmanuel Macron se comporte au Conseil comme un lobbyiste d'Uber. Elle s'oppose à la présomption de salariat en proposant un "tiers-statut" entre autoentrepreneur et salarié qui aurait vidé de sa substance le texte et elle fait tout pour retarder son adoption.

Ce que les socialistes proposent :

Nous demandons la reconnaissance du statut de salarié pour les travailleurs des plateformes qui le souhaitent et de mieux protéger leurs droits en rendant transparents les algorithmes des applications.

✓ La reconnaissance du statut de salarié

✓ La transparence des algorithmes des applications



Les promesses :

« Mais donc l'avancée sur les salaires minimaux [et] l'égalité femmes-hommes sont autant de sujets que nous n'avons pas simplement mis sur la table, mais inclus dans le processus de travail économique et social de l'Union européenne. » Emmanuel Macron, 7 mai 2021

Les actes :

Malgré ses promesses d'une égalité femmes-hommes renforcée à l'échelle européenne, Emmanuel Macron a de nouveau bloqué le dossier du congé parental, obsédé par son coût financier. La directive européenne adoptée en 2019 est au rabais, la France faisant tout pour limiter ses ambitions et la rémunération étant laissée à l'appréciation des États. La conséquence est directe : mal rémunéré, le congé parental ne sera pas mobilisé par les pères et les femmes qui continueront de mettre entre parenthèses leur carrière professionnelle.

Ce que les socialistes proposent :

Nous souhaitons rémunérer les congés parentaux à leur juste valeur et permettre leur partage équitable entre les femmes et les hommes et reconnaître ainsi également le rôle du deuxième parent

✓ Une rémunération des congés parentaux à leur juste valeur

✓ Un partage équitable entre femmes et hommes



Droits humains

un humanisme affiché qui cache mal le virage à droite du macronisme à l'échelle européenne



Les promesses :

« Je crois à cette Europe féministe [...] Nous avons fait de la lutte contre les violences, vous le savez, l'une des priorités de la grande cause nationale, et nous jouerons pleinement notre rôle pour lancer rapidement les négociations sur le texte au niveau européen proposé par la commissaire. »
Emmanuel Macron, 27 novembre 2017

Les actes :

La France s'oppose à une définition européenne du viol fondée sur l'absence de consentement. Soutenu par la Pologne et la Hongrie, Emmanuel Macron préfère conserver une définition nationale qui exclut de nombreuses victimes sur le plan pénal.

Ce que les socialistes proposent :

Nous nous opposons fermement à la position française dans le cadre de la négociation de cette directive. L'Union Européenne doit s'aligner sur la définition du viol fondée sur le consentement au cœur de la Convention d'Istanbul.

✓ Une définition européenne du viol fondée sur le consentement



Les promesses :

« Tant que nous laisserons certains de nos partenaires submergés par des arrivées massives, sans les aider à gérer leurs frontières [...] nous manquerons tout à la fois d'efficacité et d'humanité »
Emmanuel Macron, 26 septembre 2017

Les actes :

Le président se disait admiratif de la politique d'accueil d'Angela Merkel. Son action européenne a pourtant été marquée par un virage à droite. La France continue de renvoyer de manière sommaire des personnes en Italie et a refusé d'accueillir l'Aquarius en 2018. La France a également maintenu son soutien à Frontex malgré son inhumaine politique de refoulement. Enfin, elle continue de détenir des enfants exilés malgré les condamnations de la Cour européenne des droits de l'homme.

Ce que les socialistes proposent :

En matière d'asile et de migrations, nous considérons l'Europe comme une solution. Nous proposons la création d'un Giec des migrations pour objectiver le débat et anticiper les tendances de fond. Nous réaffirmons l'intangibilité du droit à la vie privée et familiale et du regroupement familial. Nous défendons le droit d'asile et la réforme du règlement de Dublin au profit d'une réelle solidarité européenne avec un mécanisme obligatoire et juste de répartition des demandeurs d'asile à travers l'UE, l'harmonisation des conditions d'accueil et celle des procédures d'asile.